

Ernesto Herrera et Charles-André Udry

Ernesto Herrera est membre de la direction nationale du Courant de gauche (CI d'Uruguay) et éditeur du bulletin électronique *Correspondencia de Prensa* (germain@chasque.net). Charles-André Udry, économiste, membre du Mouvement pour le socialisme, est directeur de la revue *À l'encontre* (www.alencontre.org).

Crise continentale et alternative radicale

Dans un long article, les auteurs analysent la réorganisation du mode de domination impérialiste en Amérique latine dans le cadre de la mondialisation libérale, ainsi que la militarisation du continent et les formes de recolonisation qui en résultent. Nous publions ici de larges extraits de cet article.

L'insurrection bolivienne qui a renversé, en octobre 2003, l'un des gouvernements les plus corrompus, conservateurs et valets de l'impérialisme de l'Amérique du Nord, constitue le soulèvement populaire le plus important des dernières décennies. Elle s'inscrit dans une phase qui combine un antagonisme social dur avec une crise institutionnelle de la domination politique bourgeoise-impérialiste à l'échelle continentale. Même si cette combinaison se manifeste inégalement selon les pays ou dans différentes « sous-régions » du continent. Cette montée des luttes sociales est le facteur décisif qui provoque les crises gouvernementales et la perte de légitimité de « l'ordre néolocal ». Les luttes et les mouvements sociaux deviennent le vecteur de la résistance des masses contre les classes dominantes et leurs institutions. Les soulèvements successifs, les grèves, les occupations de terres, les barrages de routes, les luttes contre les privatisations, les manifestations de masse ont déferlé sur l'Équateur, le Pérou, le Paraguay, Porto-Rico, le Salvador, Panama, la République dominicaine, l'Argentine, le Mexique, l'Uruguay, la Colombie, le Chili, le Brésil et le Venezuela. Tout cela révèle la puissance des résistances populaires, leur ampleur, leur radicalité, leur dimension démocratique et anti-impérialiste. Elles traduisent aussi une continuité et un lien souterrain avec le processus initié par l'« argentinazo » (en décembre 2001). Il existe cependant, dans ce processus continental, une dissymétrie entre, d'une part, les forces dont disposent les élites dirigeantes et les classes dominantes

de chaque pays : malgré leur faiblesse relative et leur dépendance, ces dernières peuvent étayer leurs manœuvres diverses – répression sélective, formatage politico-culturel médiatique de masse, utilisation d'appareils bureaucratiques et clientélares de l'ancien mouvement ouvrier, etc. – sur les ressources de l'impérialisme, et d'autre part, la fragilité des forces de la gauche radicale. Cela aboutit à freiner ou à empêcher la connexion entre des mouvements sociaux radicaux. L'enfermement dans les frontières nationales reste la plupart du temps dominant au sein des forces de la gauche anticapitaliste, même si des progrès significatifs dans leur continentalisation ont été accomplis ces dernières années. Il manque à l'évidence un « leadership » social et politique anticapitaliste et anti-impérialiste, capable de porter une alternative aux pouvoirs (et à l'État) des élites dirigeantes et des classes dominantes, fondée sur les évolutions effectives du mouvement réel des masses laborieuses. Ce « leadership », dont les contours sont impossibles à préciser à cette étape, reste cependant indispensable en vue d'un changement radical de la société.

C'est ce « climat de révolte » de ceux d'en bas qui explique l'instabilité latino-américaine où la mobilisation populaire a conduit au renversement de six présidents constitutionnels au cours des dernières années, à la déstabilisation de pouvoirs autoritaires et corrompus, et qui a même réussi à freiner des processus de privatisation. De même, ce climat explique le développement d'une nouvelle vague expansive d'anti-impérialisme dans une région voisine de la puissance impérialiste embourbée en Irak. C'est à partir de cela qu'il faut saisir les manifestations massives contre la guerre et l'appui à la « révolution bolivarienne » du Venezuela, ainsi que la solidarité persistante, avec le peuple de Cuba.

L'intensité – et la continuité – de cette résistance donne naissance à des « sujets sociaux », avec leur expression extraordinairement multiple de formes organisées, de méthodes de lutte, de pluralité de revendications et exigences immédiates. Il y a là une accumulation de matière politique, nécessaire sinon suffisante, pour construire une alternative radicale débouchant sur la question du pouvoir.

À leur manière, les résolutions de la III^e Rencontre hémisphérique de lutte contre l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques), réunie en février 2004 à La Havane, réaffirment ce rôle protagoniste des mouvements sociaux dans l'affrontement face au « modèle néolocal » soutenu par les institutions financières internationales. L'opposition à l'accord passé lors du Sommet de Monterrey (avec la seule réserve claire du gouvernement nationaliste de Chavez) autour du projet d'ALCA reflète aussi cette dynamique d'affrontement. À cette occasion, les mouvements sociaux ont réaffirmé leur opposition aux piliers de la domination bourgeoise-impérialiste : les plans d'ajustement, la dette extérieure, l'ALCA, le Plan Colombie et le Plan Puebla-Panama.

La même détermination s'est exprimée à Puebla, lors de la réunion du Comité de négociations commerciales, principale instance technique de l'ALCA. Là, les mouvements et l'Alliance sociale continentale (ASC) ont clairement rejeté les projets d'instituer une ALCA « *light* » ou même « *extra light* » qui, en dernière instance, conforterait les intérêts de fractions capitalistes clés de pays du Mercosur, en particulier l'Argentine et le Brésil.

C'est dans ce contexte de crise politique, d'instabilité gouvernementale, de mobilisations et de soulèvements de divers types, que la construction d'une alternative démocratique anticapitaliste, anti-impérialiste et socialiste exige la compréhension aussi bien d'un paysage complexe, que la nécessaire intervention militante dans les expériences concrètes de luttes sociales.

[Après une analyse circonstanciée de la « restauration étatsunienne » et de ses effets sociaux, l'article étudie les formes actuelles de ponction de la périphérie par l'impérialisme. Ce sont ces développements que nous publions ci-dessous.]

On peut énumérer les éléments suivants de la captation par l'impérialisme américain de valeur et de richesse produite par les salarié(e)s, à l'échelle. Dès 1983-1984, il a réussi à capter un flux massif de revenus, liés au service de la dette des pays de la périphérie dont l'endettement était et reste soumis à des taux d'intérêt réels usuraires, sans même mentionner l'illégitimité socio-politique de cet endettement. Au cours des 25 dernières années, les prix réels des matières premières et des biens intermédiaires ont baissé considérablement. Il en est résulté, d'une part, un appauvrissement des pays de la périphérie, dont la partie latino-américaine a subi une « reprimarisation » (poids à nouveau croissant des matières premières et produits agricoles dans la valeur des exportations); cela a abouti, d'autre part, à abaisser la valeur d'une partie du capital constant (prix de l'énergie, prix de l'aluminium, de l'acier, etc.) dans le cadre de la composition organique du capital des pays impérialistes.

On peut y ajouter une autre sorte de matière première : l'importation de cerceaux en provenance de l'Amérique latine ou de l'Asie, ou encore des pays de l'Est européen, vers les laboratoires américains – ceux des firmes ou des universités – largement soutenus par des crédits de l'État fédéral étatsunien.

Cette reprimarisation des économies latino-américaines s'insère dans les contradictions interimpérialistes. En effet, si l'on prend en compte le volume du commerce des biens primaires et du pétrole, on constate que cela représente des masses de devises extrêmement importantes. Actuellement, la monnaie de référence pour ces échanges reste le dollar. Si une série de pays prenait l'euro comme monnaie de référence pour la vente de leur soja ou de

leur pétrole, cela aiguiserait à coup sûr les contradictions interimpérialistes. Ces monnaies sont en effet mondialisées. Elles ne doivent pas être analysées simplement comme la monnaie de l'Union européenne ou d'une partie de l'UE, ou des États-Unis. Il n'est pas impossible que certains gouvernements latino-américains proposent de rattacher une partie de leurs exportations à l'euro. Cela mettrait certainement les États-Unis sur leurs pattes arrières et pourrait susciter des réactions d'une administration telle que celle de Bush. Il n'en découlerait pas pour autant qu'une telle politique serait effectivement anti-impérialiste. Simplement des gouvernements tenteraient de trouver une brèche entre les monnaies des deux puissances impérialistes. Le gouvernement de Chavez a déjà laissé percer quelques intentions dans ce sens. La Chine a, dans ses réserves de « devises fortes », une part sans cesse accrue d'euros par rapport au dollar.

Les investissements des transnationales américaines, des grandes firmes financières dans le reste du monde, en Europe, en Asie et en Amérique latine, ont un taux de rendement supérieur aux investissements directs des firmes européennes ou japonaises aux États-Unis. Ce différentiel fait que, même si le volume des investissements directs (IDE) américains à l'étranger, dans le monde, a moins crû que celui des IDE européens ou japonais – le taux de rendement étant plus élevé – les transferts vers les États-Unis sont proportionnellement plus importants.

Cette forme de ponction est liée à la brutalité de l'exploitation du travail par les transnationales américaines, à leur utilisation massive de la sous-traitance dans les pays de la périphérie, à la capacité de négociation politico-économique et commerciale induite par l'hégémonie militaro-institutionnelle des États-Unis, au volume des capitaux gérés qui permet d'opérer des placements « à risques », rentables pour les firmes étatsuniennes, mais déstabilisateurs lorsqu'ils se retirent d'un pays (que ce soit de l'Asie ou de l'Amérique latine), à une sophistication de l'utilisation des prix de transfert (sur et sous-facturation pour transférer des profits par les transnationales), mainmise, grâce à la propriété intellectuelle, sur les brevets et le droit de breveter tout nouveau produit, au choix visant à un transfert du maximum des profits, réalisés à l'échelle mondiale, vers les sociétés mères afin de soutenir les résultats des firmes cotées à Wall Street et donc aussi de conforter les cours boursiers de leurs actions.

Le rendement comparé des IDE apparaît nettement à l'avantage des firmes étatsuniennes par rapport à celles de l'Union européenne (UE) ou du Japon. Toutefois, il apparaît que, dans les raisons avancées pour tenter d'expliquer ce différentiel, la comparaison pourrait être boiteuse. En effet, on compare, d'un côté, les profits apparents issus d'investissements européens ou japonais

effectués aux États-Unis, dans un pays impérialiste avec, de l'autre côté, les profits apparents des investissements américains effectués dans un autre champ socio-géographique, et utilisant des filières productives et financières qui ponctionnent des revenus d'une aire économique où s'articulent pays impérialistes et zones périphériques [...].

L'élargissement de l'Union Européenne à 25 membres correspond à une nouvelle division internationale du travail, qui est en partie une riposte au capital américain, bien que ce dernier, implanté en Europe (par exemple dans l'automobile), puisse aussi en profiter. Il n'y a donc aucune illusion à se faire sur la nature impérialiste des capitalismes européens et de leurs représentations politiques symbolisées, jusqu'à la caricature, par le Premier ministre espagnol José Maria Aznar qui, à l'image du social-démocrate Felipe Gonzalez, joue les poissons-pilotes des politiques « modernistes » au service du capital espagnol et en appui de l'administration américaine, qu'elle soit celle de Clinton ou celle de Bush. Gonzalez s'est d'ailleurs précipité en Argentine, en décembre 2001, sur mandat de Aznar, pour sauver les intérêts espagnols (de Repsol à Telefonica) en Argentine.

Cette ponction impérialiste est décisive pour la reproduction du capitalisme impérialiste étatsunien lui-même. Elle se trouve en arrière-fond de l'ensemble de la projection militaro-politique agressive mondialisée des États-Unis. Les classes dominantes américaines cherchent à accroître leur pression sur le reste du monde, quitte à en déstabiliser une partie, ce qui à son tour met en question une des conditions de valorisation du capital dans la périphérie : une relative stabilité socio-politique.

Il existe évidemment des contradictions interimpérialistes. Mais la partie majoritaire de la gauche institutionnelle du continent latino-américain tend à les exagérer en croyant pouvoir en jouer, cultivant des illusions sur la possibilité, pour un pays (le Brésil, l'Argentine, etc.) de s'ouvrir une « voie princière » – si ce n'est royale – entre les États-Unis et l'Union européenne et d'acquiescer ainsi une marge de manœuvre accrue.

Les événements récents devraient refroidir ces ardeurs. Surtout lorsque, après avoir « réglé » les modalités du service de la dette de l'Irak (et donc une partie des rapports tendus avec la France, la Russie et l'Allemagne), James Baker III (secrétaire au Trésor sous Reagan, membre du Conseil national de sécurité, puis secrétaire d'État de Bush Sr. en 1989, concepteur de la première guerre contre l'Irak en 1991, conseiller de Bush Jr. pour sa campagne électorale et avocat-conseil du très important Carlyle Group où se logent les intérêts de la famille Bush, et inventeur du Plan Baker pour la dette mexicaine) aura inauguré une nouvelle phase des relations internationales post-guerre d'Irak. Sous le chapeau de l'Onu et de l'Otan, selon un contour non encore précisé,

les États-Unis tenteront d'élargir l'actuelle coalition pour occuper l'Irak, après qu'une autorité artificielle irakienne en ait fait la demande auprès de l'Onu.

En arrière-fond de cette hégémonie étatsunienne et des limites au sein desquelles s'expriment les contradictions interimpérialistes, on se retrouve le processus de transnationalisation des capitaux, donc de l'intrication des capitaux entre les États-Unis, l'Europe et le Japon. Il y a donc une domination étatsunienne, avec des conflits d'intérêts, mais dans le cadre, pour la période actuelle, d'une sorte d'association entre pays impérialistes. Nous ne sommes pas dans une situation analogue à celle qui présidait aux conflits interimpérialistes de 1905 ou de 1936. Par contre, des conflits par pays interposés sont de l'ordre du possible. On le vérifie en Afrique. Mais on assiste aussi à un appel de la part de la France à une intervention conjointe canadienne, étatsunienne et française en Haïti, au début février 2004.

Une division internationale du travail désastreuse pour l'Amérique latine

La compréhension de la situation présente sociale, économique et politique du continent latino-américain exige d'abord de balayer l'idée d'une « décennie perdue » dans les années 1980-1992, qui aurait été suivie d'une reprise, même chaotique, créant les conditions d'une « nouvelle croissance ». Le cours néolibéral n'a suscité, dans aucun pays de la périphérie, un véritable nouveau développement.

En réalité, depuis 1982, la crise du « modèle » des années d'après-guerre a été permanente. Et les espoirs, parmi des couches de salariés plus ou moins stables, d'une sortie de crise ont été chaque fois rapidement déçus. La crise a commencé à saper les positions socio-économiques de ces couches dites moyennes, selon le vocabulaire à la mode de certains sociologues sud-américains influencés par leurs voisins du Nord. La déception, et même une certaine rage se sont exprimées un peu partout dans ces couches qui étaient censées constituer le levier de la prétendue modernisation à la sauce néolibérale. Les manifestations des épargnants argentins contre la corrasion – comme celles des petits épargnants d'Uruguay affectés par la crise financière de juillet-août 2002 – sont emblématiques de ce point de vue.

L'insertion accentuée de l'économie latino-américaine dans l'économie capitaliste mondiale s'opère au moment même où se réorganise la division internationale du travail (DIT). Dans cette nouvelle DIT est prépondérant le poids qu'acquiescent la Chine (au taux de croissance de 8 % en 2002 et de 9,1 % en 2003), certains pays de l'Asie du Nord-Est et du Nord (Corée du Sud, Taïwan) ou de l'Asie du Sud-Est (Malaisie, Singapour et, à nouveau l'Indonésie), l'Inde (au taux de croissance de 5 % en 2002 et de 7 % en 2003) et un certain nombre de pays d'Europe orientale (au taux de croissance moyen de 3,3 % en 2002 et de

2,5 % en 2003 – République tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie, Croatie –) [...]. Il n'existe aucune raison pour qu'un rétablissement important en faveur de l'Amérique latine se fasse dans le cadre de la nouvelle DIT ; encore moins si l'ALCA s'applique en 2005 ou quelques années plus tard – qu'elle soit « light » ou lourde. Et si l'indépendance des banques centrales reste ce qu'elle est, la politique monétaire répondra directement aux intérêts du capital financier et de certains secteurs d'exportation. À ce propos, il est illustratif de voir combien, en quelques années, des firmes telles que Sadia – qui appartient au ministre du Commerce extérieur du Brésil, Luiz Fernando Furlan –, telles que Perdigão ou Frangosul (cette dernière aux mains du groupe français Charles Doux) sont devenues des firmes de pointe sur le marché mondial (!) du poulet. Leur position sera renforcée avec la crise du poulet asiatique. Mais cela reste du poulet. Ce n'est qu'une traduction de plus de la marche en avant de la reprimarisation de l'économie, ainsi que d'une diversification limitée au domaine de cette reprimarisation : viande porcine, viande bovine, volaille entière ou plats cuisinés. Dans ce domaine, les firmes impérialistes seront rapidement encore plus présentes au Brésil, car elles ne vont pas laisser un tel secteur devenir leader à l'échelle mondiale sans chercher à en capter une partie décisive. Les grands de l'agroalimentaire, de Nestlé à Unilever, profiteront donc de cette reprimarisation accentuée. Tout cela aboutira à expulser encore plus de paysans du secteur agricole, expulsions que ne compenseront pas les mesures plus que restreintes de réforme agraire, comme celles prises au Brésil sous la responsabilité du ministre Miguel Rossetto.

Enfin, les économistes néolibéraux oublient généralement que dans le domaine des matières premières et des biens primaires, les mesures protectionnistes des pays impérialistes restent vigoureuses, afin d'éviter de trop rapides secousses sociales dans les pays du centre. Certains pays émergents d'Asie prendront eux-mêmes des mesures protectionnistes face à la concurrence brésilienne. Il y a là, graphiquement, l'illustration de l'impasse du modèle de croissance tiré par les exportations et a fortiori par ce type d'exportations.

Dans ce cadre, les processus régionaux d'intégration économique et commerciale en cours ne peuvent être considérés comme une chance de développement et d'insertion symétrique dans ladite globalisation du capital. Le bilan du Traité de libre commerce entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (ALENA) est des plus clairs, spécialement en ce qui concerne les travailleurs et les paysans mexicains, et les centaines de milliers de travailleurs et travailleuses des États-Unis et du Canada. On peut consulter à ce propos l'étude intitulée « Il y a peu à fêter en dix ans d'ALENA » [www.ipsnoticias.net].

Des projets comme ceux du Mercosur ou de la Communauté andine apparaissent comme fonctionnels à la stratégie de domination impérialiste. Ce

constat n'implique pas d'ignorer les contradictions pouvant exister entre le capital impérialiste et des secteurs capitalistes latino-américains cherchant à renégocier les termes de leur subordination. Toutefois, les États-Unis multiplient les accords bilatéraux et régionaux afin d'assurer leur plus complète hégémonie. C'est le cas du récent Traité de libre commerce (connu sous le nom de CAFTA) entre la puissance impériale et des pays tels que le Guatemala, le Nicaragua, le Salvador et le Honduras. Il faut rappeler qu'une part significative des exportations agricoles nord-américaines – qui sont importantes aux côtés du textile pour la balance commerciale – se dirigent vers l'Amérique centrale. Or, à partir du nouveau traité commercial (CAFTA), ces exportations ne seront frappées d'aucun tarif douanier, dès l'année 2004. Par contre, les exportations en provenance de l'Amérique centrale en direction des États-Unis feront face à un lent processus de démantèlement tarifaire sur une période de 15 ans.

Tous ces accords commerciaux bilatéraux et traités régionaux se fondent sur l'idée préconçue et fautive qu'ils peuvent contourner l'ALCA, c'est-à-dire un projet de recolonisation défini par le sociologue brésilien Francisco de Oliveira comme un « camouflage de non-protection pour qui n'a pas besoin (les États-Unis) de protection ».

Une restauration coloniale destructive

Depuis le début des années 1990 se sont accentués la ponction de la richesse de l'Amérique latine au profit de l'impérialisme et le transfert net de ressources vers les pays du centre, par le biais de divers mécanismes, en particulier le service de la dette extérieure et la détérioration des termes de l'échange [voir à ce sujet les travaux d'Éric Toussaint du CADTM – Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (www.cadtm.org)].

Cette opération de restauration coloniale a pris plusieurs formes : reprise du contrôle du secteur des matières premières ; contrainte à la reprimarisation d'un certain nombre d'économies (voir l'Argentine aujourd'hui) ; rachat des entreprises et des infrastructures publiques latino-américaines au travers des privatisations ; captation d'une partie du surplus social au travers des tarifs des services publics privatisés ; captation d'une partie de la richesse produite à travers le contrôle de la dette interne et externe par les banques créancières impérialistes ; captation de la richesse par le biais d'un gonflement du crédit à la consommation à des taux usuraires, crédits consentis par des banques des pays du centre, par des banques brésiliennes ou argentines, par des compagnies automobiles ayant monté des sociétés de crédit ; captation de la richesse, c'est-à-dire du surplus social, par le biais des brevets, de la propriété intellectuelle et des prix de transfert par les multinationales. En un mot, cette restauration coloniale de l'Amérique latine lie étroitement des revendications

politiques de souveraineté nationale et des revendications de transformation de la société.

La nature rentière de cette exploitation, centralisée par le capital financier (réseaux étroitement liés de la finance, de l'assurance et des transnationales), est non seulement hautement parasitaire, mais elle n'exige pas un contrôle géographique et politique direct, comme dans les phases antérieures de l'impérialisme ; d'où les projets de fédéralisme institutionnel et d'extrême décentralisation impulsés par les impérialismes dominants, pour faciliter, dans certains pays, le contrôle de certaines régions incorporables à une sorte d'archipel néocolonial.

C'est donc bien un pouvoir impérialiste, à traits fortement parasitaires, qui utilise la médiation des couches bourgeoises, des élites dominantes locales, les poussant à adopter, sous une forme modernisée (secteurs exportateurs modernes de bois au Chili, agroalimentaires au Brésil ou en Argentine, industriels de biens primaires ou manufacturés au Brésil, au Mexique, etc.), une orientation vers l'exportation et l'insertion dans un marché mondial fortement hiérarchisé. En même temps, ces fractions des classes dominantes transfèrent leurs capitaux, du moins en partie, vers des centres plus sûrs à leurs yeux, tels que Miami, Londres, New York ou Zurich, afin d'assurer leur pérennité face à un avenir incertain.

Les couches salariées stables du continent ont été déstabilisées. Cela s'est effectué aussi bien par le recours à des plans d'austérité brutaux impulsés par les plans d'ajustement structurel, accompagnés par l'abaissement ou le gel des salaires, la flexibilisation de la force de travail, les licenciements, l'élimination des droits syndicaux, la sous-traitance sans aucune garantie pour les salarié(e)s – ces plans d'austérité ont été appliqués dans tous les secteurs, que ce soit dans la santé, la fonction publique en général, l'enseignement, etc. –, qu'au travers des privatisations.

« Déstabiliser les stables » fait partie d'un projet devant permettre aux secteurs impérialistes et à leurs alliés, les élites autocrates locales, de déstabiliser encore plus l'ensemble du salariat, de le précariser, de réorganiser le marché du travail dans un continuum dégradé. Cela va du secteur informel – dont la surexploitation permet la reproduction à plus bas prix de la force de travail d'un secteur de salariés –, jusqu'aux salariés de l'automobile et de la banque exploités selon les méthodes les plus modernes des pays du centre. En un mot, exploitation et surexploitation s'entrelacent. Il y a un véritable mariage entre les formes d'accumulation primitive et les formes d'accumulation et de reproduction les plus modernes du capital. Les approches dualistes, en termes de secteurs formel et informel, ne saisissent pas la cohérence de la relation entre ces prétendus deux secteurs et elles ouvrent ainsi la porte à l'adaptation par la gauche aux politiques de « lutte contre la pauvreté » mises

à la mode par la « décennie de lutte contre la pauvreté » (1997-2007) sponsorisée par la Banque mondiale.

Ce n'est pas pour une raison philanthropique que le plan « Faim Zéro » du gouvernement Lula au Brésil est devenu la vedette de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID). Il en va de même pour le nouveau maire de Bogotá, Lucho Garzon, qui a mis en marche son programme intitulé « Un jour sans faim ». En Uruguay, le Frente Amplio propose un « Plan d'urgence alimentaire » pour attaquer les « concentrations » d'extrême pauvreté. À ce propos, il serait nécessaire d'insister sur une question à laquelle voudraient échapper les fonctionnaires internationaux et les pouvoirs médiatiques : en Amérique latine et dans la Caraïbe, la pauvreté ne se concentre pas seulement dans un « foyer » isolé ; il s'agit bel et bien d'un phénomène généralisé et scandaleux qui atteint près de 50 % du total de la population (selon la dernière étude de la CEPAL). À l'opposé, le 10 % le plus riche s'accapare de 48 % des revenus, alors que le 10 % des plus pauvres cherche à survivre avec 1,6 % du total des revenus.

Il est surtout nécessaire d'avoir à l'esprit que l'approche politico-théorique de la Banque mondiale, en se centrant sur la pauvreté, élimine les notions et réalités d'exploitation et de surexploitation qui sous-tendent la pauvreté. Elle remplace ainsi une perspective de développement, contrôlée démocratiquement et structurée sur la base d'enquêtes traduisant les besoins prioritaires, par une politique caritative qui compléterait les « pactes productifs nationaux », censés permettre qu'un modèle tiré par l'exportation ne soit pas mis en question par des luttes sociales. Il y a là une technique de détournement de l'attention semblable à celle utilisée aujourd'hui sur le terrain politique : glorifier et biaiser la mémoire, pour mieux ignorer la réalité présente [...].

Il existe pourtant une relation étroite entre les secteurs informel et formel. Elle concerne, d'une part, le procès de production et les stratégies d'abaissement du prix et de la valeur de la force de travail. En effet, la population incluse dans ce qui est qualifié de secteur informel est utilisée comme une « armée de réserve industrielle » et une surpopulation relative segmentée, permettant de faire pression sur les salaires des personnes utilisées dans le secteur dit formel. Ainsi, l'industrie textile ou de montage électronique de la zone frontalière mexicaine (*maquiladoras*), sélectionne au sein d'une surpopulation relative, par rapport au volume des emplois créés dans l'industrie ou les services, des segments adéquats de jeunes femmes aptes à être surexploitées dans un travail de production de biens textiles d'exportation ou de biens électroniques. Cette surpopulation relative segmentée s'intègre à un « bassin de main-d'œuvre » dépassant de loin les contours du Mexique et s'étendant jusqu'en Colombie. Le même rapport existe entre des populations venant de Bolivie, du

nord de l'Argentine, du Pérou et du Chili et des secteurs de production agro-industriels ou de la construction en Argentine.

On pourrait prolonger cette articulation entre « armée industrielle de réserve et agro-industrielle » et « surpopulation relative segmentée », d'un côté, et abaissement du prix de la force de travail, pressions disciplinaires sur le travail, acceptation d'une situation de quasi non-droit, de l'autre côté, en appliquant cette approche à ce qui relève de l'émigration latino-américaine, particulièrement mexicaine, vers les États-Unis, symbole de la puissance impérialiste du centre. Dans ce cas, on se trouve face à une segmentation plus spécifique, dans la mesure où elle va du travailleur agricole saisonnier utilisé en Californie à un poste de jardinier ou de nettoyeur, en passant par des ouvriers (déclarés ou non) de diverses industries, jusqu'au médecin qualifié qui trouve un « débouché », avec un salaire relativement bas, dans une clinique privée américaine ou un service d'urgence public au budget réduit.

Ces considérations ont des conséquences sur l'alliance sociale à construire entre les secteurs du salariat plus stables, ceux relativement précarisés, d'un côté, et les masses paupérisées du secteur informel, de l'autre. Il ne s'agit pas de sous-estimer le métabolisme social spécifique existant dans une favela ou une zone périurbaine du Pérou ou de la Colombie. Mais, trop souvent, une approche dualiste du type secteur formel/secteur informel enferme ce métabolisme dans des catégories qui empêchent l'élaboration politique et pratique d'une alliance sociale et la jonction entre des organisations qui ont une influence dans ces milieux (organisation des sans-toit, associations de petits vendeurs, associations de nettoyeurs de souliers, organisations communautaires de base, etc.) et des organisations syndicales comme politiques, dont le centre de gravité est extérieur au secteur informel, même si le mouvement syndical peut avoir une certaine influence sur un secteur issu de ces milieux sociaux paupérisés.

Le délitement des médiations nationales et les ripostes impérialistes possibles

Dans cette situation, un des problèmes majeurs que doit affronter l'impérialisme – lui aussi soumis à une crise économique d'ampleur, qui explique d'ailleurs son agressivité, d'autant plus qu'elle traduit l'hégémonie du capital financier et rentier – réside dans l'instabilité des médiations de sa domination sur les pays d'Amérique du Sud. Toute la politique mise en œuvre aboutit, d'une part, à éroder les bases d'appui social des élites dirigeantes et des classes dominantes au sein des classes dites moyennes, et d'autre part, à miner la légitimité des élites dominantes qui deviennent dès lors, de fait, des appendices moins fiables des puissances impérialistes et de leurs directions. Les élites dirigeantes ainsi que les classes dominantes sont alors soumises à tous

les processus de corruption inhérents à la mise en place et à la gestion des secteurs privatisés ainsi qu'aux processus de paiement des créanciers car, ici, elles prennent leurs commissions. Dans ces transactions, elles raflent leurs commissions et, sensibles à la fragilité financière des pays, elles s'empressent de placer leurs capitaux dans les centres impérialistes. À cela s'ajoutent les « réformes » de l'État et les réorganisations de ses structures. Elles sont aussi l'occasion d'une explosion de corruption, qui est la forme de privatisation concrète et d'accaparement parasitaire de la richesse par la bureaucratie étatico-gouvernementale, les militaires, la police, etc. Les attaques menées par l'impérialisme au nom de la « bonne gouvernance » contre la corruption relèvent évidemment de l'hypocrisie la plus complète. En effet, il est banal de dire qu'il n'y a pas de corruption sans corrupteurs.

La campagne impérialiste contre la corruption a au moins, deux fonctions :

1) l'une, de faire croire que la corruption par les élites locales est un facteur de « difficultés économiques » plus important que le pillage des pays du continent latino-américain par le service de la dette (interne et externe) ou par les prix de transfert des transnationales, la non-réinjection dans le cadre du continent d'une part significative des profits des filiales des grandes firmes internationales et leur accumulation dans les places financières du centre.

2) l'autre fonction sert à justifier les mesures d'affaiblissement des structures sociales para-étatiques (services sociaux, services publics, entreprises nationales, etc.), présentées comme des hauts lieux de la corruption. En outre, la dénonciation de ce type de corruption est censée renforcer la position de l'impérialisme et de ses nouveaux alliés locaux pour privatiser et accaparer des entreprises nationales ou des services publics.

Enfin, l'explosion de malversations et de corruptions dans des grandes sociétés des pays impérialistes (de Enron à Parmalat, en passant par le Crédit Lyonnais) démontre que ce type de pillage privé de la richesse et de socialisation des pertes est propre à la phase actuelle de la mondialisation financière du capital et de ses dérives intrinsèques. Le scandale historique de la gestion des fonds mutuels aux États-Unis en 2003 et les amendes infligées par la commission de surveillance de la Bourse de Wall Street aux principales banques d'affaires américaines renforcent ce constat. Lorsque l'ex-chef responsable de Wall Street – la place financière qui concentre près de quelque 50 % de la capitalisation boursière mondiale – Dick Grasso obtient en sous-main, à 57 ans, un pactole de 187,5 millions de dollars (découvert « par hasard » en septembre 2003), en plus de son salaire annuel de plus d'un million de dollars (sans compter les primes), mener campagne sur la corruption des élites du Tiers-Monde, au nom de la « bonne gouvernance », relève d'une forme de racisme impérialiste, dont les racines plongent loin dans le passé.

Aucune leçon ne peut donc être donnée « aux pays du Tiers-Monde » par les dirigeants impérialistes du FMI, de la Banque mondiale, de l'administration Bush ou encore du gouvernement social-démocrate de Schröder, qui couvrent eux-mêmes et créent les cadres de malversations et de corruption devenues courantes dans les centres bien protégés de l'impérialisme. Certes, la corruption des élites et des bourgeoisies nationales latino-américaines doit être combattue par le mouvement populaire et ses représentants réels. Mais cette bataille passe par une remise en cause de l'emprise impérialiste et de la structuration et du fonctionnement des entreprises nationales et des services publics. Ce fonctionnement nécessite un contrôle direct des salariés et des usagers, dans la mesure où les entreprises nationales et les services sociaux sont un élément de redistribution de la richesse produite et constituent un bras de levier pour la remise en cause de la propriété privée du grand capital impérialiste et local.

Il faut néanmoins mettre en relief un élément de la campagne impérialiste contre la corruption. Elle participe d'un plan plus large visant à établir une nouvelle hiérarchie dans l'accès à « la démocratie » à l'échelle mondiale. Ainsi, la lutte contre la corruption participerait d'une phase où les peuples, pas encore « mûrs » pour la « démocratie réelle » – c'est-à-dire celle à l'œuvre, prétendument, dans les pays impérialistes –, doivent accepter une sorte de démocratie restreinte et surveillée par les institutions multilatérales impérialistes (ce qui souvent signifie : directement par Washington) qui ont besoin de gouvernements forts, autoritaires, censés donner peu à peu des droits à des peuples qui, lors de « lendemains qui chanteront », obtiendront la vraie démocratie. Contre cette opération, il est possible d'opposer la revalorisation combinée d'un lien étroit entre les droits civils, civiques, sociaux et économiques – qui répondent en réalité à des besoins profonds de la majorité populaire à contrôler son propre avenir et donc les richesses du pays et du continent – et, de l'autre côté, de mener un combat anti-impérialiste concret et non démagogique (par exemple une véritable nationalisation sous contrôle ouvrier et populaire d'une grande société nationale, avec un réseau international, comme la compagnie pétrolière au Venezuela) [...].

Une stratégie contre-révolutionnaire

Face à cette crise des médiations de sa domination, l'impérialisme a plusieurs options.

- Canaliser et désorganiser le mouvement social avec des gouvernements de « concertation nationale » et de « capitalisme productif », comme on le voit au Brésil avec le gouvernement Lula, sous une forme inattendue en Argentine avec le gouvernement Kirchner et comme cela se prépare en Uruguay dans l'hypothèse d'un possible gouvernement du Frente Amplio ; ou encore sous la

forme recherchée en Bolivie avec la coalition, fragile entre le gouvernement de Carlos Mesa et le MAS d'Evo Morales.

- Une politique de déstabilisation et de coups, comme on le voit au Venezuela contre le gouvernement Chavez ou en Colombie avec la tentative d'écraser à la fois le mouvement populaire, syndical et les forces de l'insurrection armée.
- Une stratégie de militarisation (et de guerre contre-insurrectionnelle) en voie de déploiement à l'échelle continentale. Elle fut discutée lors de la Conférence spéciale pour la sécurité hémisphérique, tenue à Mexico en octobre 2003, sous les auspices de l'OEA (Organisation des États américains). Cette stratégie combine le Plan Colombie, l'Initiative régionale andine, le Plan Dignité et le Plan Puebla-Panama (qui intègre l'affrontement avec l'EZLN zapatiste du Mexique) avec les manœuvres militaires « conjointes » dans divers pays sous le Commandement Sud nord-américain. À cela s'ajoute l'installation de nouvelles bases de surveillance (aérienne, des télécommunications, etc.) et d'intervention militaire directe, bases qui sont installées en Équateur, à Curaçao, à Aruba (île voisine du Venezuela), au Honduras, au Salvador et dans la région de la « Triple Frontière », c'est-à-dire la région où se joignent les frontières du Brésil, de l'Argentine et du Paraguay). L'axe pro-impérialiste du Colombien Alvaro Uribe et de l'Équatorien Lucio Gutierrez favorise le redéploiement impérialiste visant à encercler Chavez et son gouvernement, présentés comme le foyer le plus important de « l'instabilité continentale ».

Dans la panoplie politique de l'impérialisme et des élites dirigeantes locales, la carte d'un nationalisme contre d'autres pays peut toujours ressurgir et être utilisée. On le voit avec Carlos Mesa face au Chili, à propos d'une juste revendication d'accès à la mer. Mais cela ne fait pas sens lorsque ce gouvernement se soumet en même temps aux diktats du FMI, des États-Unis et de son secteur bourgeois restreint, rude et autoritaire, fait de rentiers couards et profiteurs, saignant un peuple exsangue depuis déjà des décennies.

Les opérations nationalistes, dans le cadre de supposés « pactes productifs nationaux », ont pour fonction, d'une part, d'endiguer le profond sentiment anti-impérialiste des masses, de les détourner de la question de la propriété des classes dominantes locales et de l'impérialisme et, d'autre part, de « parler de guerre entre pays », pour mieux masquer « une guerre de classes » à l'échelle continentale. Il n'est pas impossible, face à certaines débâcles économiques, que quelques renationalisations puissent s'effectuer dans un secteur économique ou un autre, afin de socialiser les pertes et de rétablir, demain, des conditions plus favorables à l'ouverture renouvelée de ces secteurs aux investissements impérialistes.

Une combinaison de ces stratégies contre-révolutionnaires, présentées ici de façon schématique, peut s'opérer, surtout dans le sens d'étapes différentes

d'un même processus visant à infliger une défaite aux masses laborieuses et à leurs alliés. À ce propos, les « révélations » sur la préparation à la répression et à la torture, durant toute la dernière phase en Argentine, révèlent la coexistence de plusieurs « plans » susceptibles de se superposer ou de se succéder (canalisation du mouvement, répression sélective, « coup économique » visant à tétaniser le mouvement social...). La Bolivie nous indique l'intrication et « l'étapisme » des stratégies contre-révolutionnaires.

La « gouvernabilité démocratique » du « progressisme » a-t-elle un avenir ?

Il y a une illusion complète à croire qu'un gouvernement comme celui de Lula ou demain du Frente Amplio (présidence de Tabaré Vazquez) ou encore du FMLN au Salvador puisse maintenir sur une période prolongée ladite « gouvernabilité démocratique ». En réalité, ces gouvernements « progressistes » seront obligés de maintenir les contre-réformes réalisées ou en cours, de renforcer leurs liens politiques, sociaux et économiques avec l'impérialisme et les classes dominantes locales. Ce cumul de contre-réformes ira dans le sens d'un déchirement encore accru du tissu social et donc d'un affaiblissement des possibilités de ripostes centripètes de la part des salariés, des chômeurs, du « paupérat » et des paysans appauvris. Dessiner une politique alternative à ces gouvernements relève d'une urgence sociale et politique plus grande qu'une résistance, cantonnée à un secteur ou à une région et qui se voudrait stable et durable (comme certaines interprétations de la politique zapatiste le laissent croire).

En réalité, les contre-réformes ont une fonction non pas seulement économique, mais socio-politique. Elles visent à accroître la division des travailleurs/euses et du paupérat, à augmenter les tensions en leur sein (en jouant le jeu des « privilégiés » contre les « exclus ») et, par là, à rendre encore plus difficile la rencontre sur des revendications concrètes et unifiantes des diverses fractions des masses laborieuses. En effet, si une alternative politique (sociale et économique de même) ne se dessine pas le plus vite possible, les dynamiques centrifuges politiques s'accroîtront prenant appui sur les déchirements du tissu social. Et, alors, les espoirs déçus laisseront le terrain libre, demain, aux élites dominantes, à leurs serviteurs, et à l'impérialisme. C'est le fond du débat sur un nouveau parti qui a déjà commencé au Brésil.

Chocs et soulèvements ébranleront le cadre de la politique d'une gauche soumise

- 1 Il est inutile de faire des prédictions sur la situation en Amérique latine, mais une chose est certaine : il y aura des chocs, des crises gouvernementales, des mobilisations, des soulèvements de types divers.
- 2 Toute l'histoire des dernières années est marquée par ces traits forts qui sont le résultat de l'ensemble des facteurs soulignés précédemment et qui ont

aussi nourri des espoirs de changement, plus ou moins vite déçus, dans de très larges secteurs sociaux. Ces espérances, ils les avaient placées – dans un contexte de lutte pour la survie – dans des gouvernements quasi miraculeux et quasi thaumaturges.

- 3 Cela signifie qu'il y a une combinaison entre crise institutionnelle de domination impérialiste et bourgeoise, crise sociale et activité directe des masses – quand bien même cette activité n'est pas linéaire ou peut être mise en veilleuse par un processus de délégation expectative ; toutefois, la tendance à l'action directe et au soulèvement est caractéristique de la phase présente. Ce surgissement des travailleurs, des masses laborieuses et du paupérat va, la plupart du temps, surprendre la gauche, même radicale, quand cette dernière a accepté pour l'essentiel l'agenda politique des dominants. Cela se dessine avec clarté en Bolivie où l'on voit les oscillations du MAS et d'Evo Morales. Ce dernier utilise l'argument classique du réformisme latino-américain – et aussi du réformisme de l'entre-deux-guerres ou de l'immédiat après-guerre en Europe – qui se résume dans la formule : « Ne pas riposter aux violentes attaques de l'impérialisme et des élites autocrates locales, car un risque de coup d'État est imminent et il se fera avec l'aide des États-Unis. » Il ne s'agit pas d'écarter d'un revers de main le possible gauchisme qui surfe sur une résistance sociale rageuse et donc sur une riposte décidée d'une population exsangue. Mais l'on se trouve ici – si l'on aborde concrètement la situation de crise nationale dans un pays – sur le terrain de la stratégie et de la tactique politique précises, dans une période donnée, à un moment particulier. Or, l'« argument » d'Evo Morales – utilisé pour faire exemple – relève plus d'une orientation générale et donne, par avance, à l'impérialisme et à ses partenaires juniors le gain de leur politique de chantage, qu'ils peuvent certes concrétiser.
- 4 Par son orientation de guerre, l'administration Bush – par la guerre d'occupation menée en Irak, par l'action contre-insurrectionnelle du Plan Colombie, et par les opérations policières et répressives « contre le terrorisme », ainsi que contre la mafia de la coca engagée dans le commerce de la drogue (mafia qui inclut les FARC et l'ELN de Colombie, comme demain pourront l'être divers autres « extrémistes ») – lance un clair signal aux forces de la gauche institutionnelle comme à celles de la gauche radicale : acceptez le jeu défensif, ne dépassez pas la ligne médiane du terrain de la lutte des classes, ne tirez ni un penalty ni n'engagez une bataille risquée. Si la gauche et la gauche radicale acceptent de déterminer leur stratégie de manière subordonnée à ce cadre qui leur est dicté par l'impérialisme, au mieux elles obtiendront un match nul lors du match aller et une défaite profonde lors du match retour.

5 Il y a une autre façon d'accepter ce cadre limitatif, sans le dire ouvertement. Cela consiste à développer une approche stratégique qui écarte la question du pouvoir – alors que, parfois, elle se pose avec acuité, comme le reconnaissent les institutions impérialistes, les ambassades américaines et leurs correspondants locaux – au nom de processus de « contre-pouvoir permanent », formule enflée qui renvoie à la vieille notion de « grignotage du pouvoir ». Autrement dit, cette stratégie qui prenait appui sur l'idée plus que naïve que « l'on pouvait faire rôti à la broche un mouton, sans qu'il s'en aperçoive ».

Les conceptions avant-gardistes avancées par des courants se proclamant léninistes et parfois même trotsko-léninistes ont évidemment facilité le développement de ce verbiage qui sert à ne pas regarder en face la réalité : la crise du pouvoir d'en haut ne se résoudra pas dans le sens des intérêts de la très large majorité sans que ne s'affirme un pouvoir venant d'en bas. Ce qui signifie, mais c'est une banalité, que la question du pouvoir ne relève pas de la prise du pouvoir par un parti révolutionnaire, même si un ou des partis socialistes révolutionnaires sont un des éléments nécessaires pour l'établissement d'un nouveau pouvoir de classe.

(Le texte initial s'achève par une analyse détaillée de l'organisation et du rôle des nouveaux acteurs sociaux, et sur la nécessité de maintenir, face aux rhétoriques de la résignation, la perspective de la lutte pour le pouvoir).

10 février 2004

Dans les griffes de l'empire

Braulio Moro

Économiste et journaliste.

Les intérêts européens en Amérique latine

Entre 1992 et 2001 les capitaux européens ont considérablement investi en Amérique latine et les Caraïbes (ALC). Cependant, l'attraction du sous-continent pour les investissements étrangers communautaires a diminué rapidement, au profit des pays de l'Europe centrale et orientale (PECOS) qui se sont intégrés cette année à l'Union Européenne (UE).

Les raisons générales pour lesquelles la zone ALC a recueilli une énorme masse de capitaux (161,7 milliards de dollars) dans la décennie passée – particulièrement des capitaux européens –, ont été l'objet de multiples études et d'analyses (Cepal, 2001; Buster, 2003; Vodusek, 2001). Les effets des politiques promues par l'UE en matière d'association commerciale avec l'Amérique latine, et les conséquences résultant pour ces pays des modifications juridiques des accords sur les investissements étrangers enregistrés durant les dernières années, ont cependant fait l'objet d'une moindre attention. Les trois éléments – investissements directs étrangers (IDE), politique commerciale et législation en matière d'IDE – font pourtant partie d'un tout : le processus de restructuration/réorganisation du capital au niveau international.

Dans un contexte de changements économiques radicaux, dominés par les politiques de type néolibérale et d'ouverture commerciale, la persistance des crises économiques et sociales récurrentes dans la région, ainsi que le déclin de l'Amérique latine comme destination prioritaire des IDE en général – et des investissements européens en particulier – impose de reprendre le débat sur les résultats de ces politiques économiques, les stratégies des entreprises transnationales européennes, le rôle de la globalisation et l'internationalisation des capitaux.

Dans la première partie de cet article, nous abordons certains traits caractéristiques des politiques économiques appliquées récemment en ALC, en soulignant le fait que les politiques appelées d'« ajustement structurel » ont provoqué une transformation qualitative de la physionomie des entreprises